

L'hon. M. Sharp: ... plus efficace que le député qui a déjà occupé le poste et qui fait maintenant partie de l'opposition.

L'hon. M. Hees: Il baisse, vous dis-je. Notre commerce avec le reste du monde est à la baisse.

L'hon. M. Sharp: L'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce fait du bon travail quand il s'agit de faire valoir les produits canadiens, et il obtient des succès certains.

L'hon. M. Hees: Notre commerce avec le reste du monde est à la baisse.

L'hon. M. Sharp: Ses prédécesseurs à ce poste devraient lui envier ces succès.

L'hon. M. Hees: A part celui des États-Unis, tous les marchés sont à la baisse.

L'hon. M. Sharp: Depuis trois ou quatre ans, nous remportons des succès sans précédent. Je le dis avec tout le respect que je dois au député qui occupa jadis le poste de ministre de l'Industrie et du Commerce et qui siège maintenant dans les rangs de l'opposition. Je m'incline moi-même devant mon successeur à ce poste. Il n'est pas étonnant que nos industries d'exportations tiennent en si grande estime le ministre actuel de l'Industrie et du Commerce, car il a bien travaillé pour les industries canadiennes à l'étranger.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Ma foi, que vous avez de l'imagination!

L'hon. M. Sharp: Le porte-parole de l'opposition officielle, le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), dans ses remarques de jeudi dernier, s'en est pris à la position du gouvernement sur les prises de contrôle par des étrangers.

M. Baldwin: Les sujets de critique ne lui manquaient pas!

L'hon. M. Sharp: D'une façon typique, le député a dit qu'il était à la fois pour et contre. Ensuite il a exposé la position vague de son parti, à savoir qu'il faudrait faire quelque chose.

Une voix: Pourquoi pas?

L'hon. M. Sharp: Oui. J'ai également écouté le premier ministre Davis parler de cette affaire au cours du week-end.

L'hon. M. Hees: Il a dit la vérité.

L'hon. M. Sharp: Et qu'a-t-il déclaré? Qu'il ne relèverait pas le défi lancé par notre premier ministre (M. Trudeau) qui disait que les provinces pourraient limiter les investissements étrangers si elles le voulaient. Et pourquoi? Parce qu'il craignait que si l'Ontario limitait les investissements étrangers, le Québec, les Maritimes ou la Colombie-Britannique pourraient s'en abstenir. Il a tout à fait raison. C'est là un des principaux problèmes. Toutes les régions et toutes les provinces ne sont pas du même avis quant aux investissements étrangers. J'ignore quelle est l'attitude exacte du gouvernement conservateur de l'Ontario. Peut-être la révélera-t-il en temps opportun, ou peut-être demeurera-t-il aussi vague que les députés conservateurs fédéraux.

[L'hon. M. Hees.]

L'hon. M. Hees: Il existe des divergences au sein du cabinet, vous savez.

L'hon. M. Sharp: Je ne suis sûr que de ceci: on critiquera le gouvernement libéral d'Ottawa, peu importe ce qu'il fait. Apparemment, la tactique, à compter de maintenant, sera marquée au coin du sectarisme.

L'hon. M. Hees: Comment ces messieurs s'entendent-ils avec Herb Gray maintenant?

L'hon. M. Sharp: Nous avons décidé de soumettre à un examen les ventes d'entreprises à des étrangers.

L'hon. M. Hees: Oui, mais êtes-vous d'accord, vous et Herb Gray?

L'hon. M. Sharp: Le chef de l'opposition (M. Stanfield)

...

L'hon. M. Hees: Oui, mais êtes-vous d'accord avec Herb Gray?

L'hon. M. Sharp: Oui, tous les membres du cabinet sont d'accord. L'opposition semble incapable de prendre position.

L'hon. M. Hees: Vous êtes d'accord avec Herb Gray! Ma foi, voilà une des choses les plus drôles que vous ayez dites aujourd'hui.

L'hon. M. Sharp: Il est membre du cabinet et pleinement d'accord sur les politiques...

L'hon. M. Hees: Alors, ses convictions ne sont pas très solides.

• (1550)

L'hon. M. Sharp: Non, non. C'est un homme de convictions. J'ignore les opinions du député. Peut-être ne les a-t-il pas encore exprimées. J'ignore si c'est un homme de convictions ou un être vacillant qui se demande quelle attitude adopter lors des prochaines élections.

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) et M. Davis nous ont critiqués de n'avoir pas fait davantage. Si nous avions décidé d'examiner les nouveaux investissements étrangers, on nous aurait accusés de vouloir limiter l'expansion de l'Ontario. On nous aurait accusés de diviser le pays, de favoriser une région au détriment de l'autre. On nous aurait accusés d'empiéter sur la compétence des provinces.

A mon avis, une politique nationale sur les investissements étrangers, pour réussir, doit évidemment rallier l'opinion générale et mobiliser la collaboration du gouvernement fédéral et des provinces. Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement fédéral a le courage de prendre des mesures de grande portée. Il importe plutôt de se demander: Cette politique sera-t-elle efficace? Sera-t-elle appuyée par toutes les régions du pays? Favorisera-t-elle l'unité, la force et l'indépendance du Canada? Tels sont les points que nous devons envisager.

Ces dernières années, des gouvernements libéraux successifs ont, constamment et de propos délibéré, cherché à limiter le contrôle étranger au Canada et à favoriser la propriété canadienne. Le projet d'examen des mainmises étrangères est un autre pas dans la même voie. Il répond à de graves inquiétudes, présentes dans toutes les régions du pays et sur lesquelles, je crois, tout le monde est d'accord. C'est-à-dire que nous devons agir contre les mainmises étrangères non souhaitables. C'est là l'opinion du pays tout entier. Mais on ne s'arrête pas là.